

L'UA annonce une série de décisions pour résoudre la crise burundaise

RFI, 15-06-2015 Burundi : l'Union africaine redonne un peu d'espoir à l'opposition. Les résolutions du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur le Burundi ont finalement été publiées dimanche. Cette réunion de chefs d'Etat s'est tenue dans la soirée samedi. Si du côté du gouvernement burundais, on préfère mettre l'accent sur la visite ministérielle de la communauté est-africaine, plusieurs opposants voient au contraire dans les décisions prises par le CPS une raison d'espérer, même si la question du troisième mandat a été nouvellement éludée.

L'essentiel se trouve dans le point numéro 10 du communiqué du conseil de paix et de sécurité. Six décisions qui donnent une quasi-feuille de route. Et la première, c'est la reprise du dialogue, au plus tard dans un délai d'une semaine suivant l'adoption du communiqué du conseil de paix et de sécurité, samedi prochain donc. Et ce avec une facilitation à plusieurs mains impliquant tous les pays et organisations partenaires du Burundi. L'équipe sera mise sur pied après une série de consultations menées par la présidence de la commission de l'UA, sous les auspices du Tanzanien Jakaya Kikwete, président en exercice de la communauté est-africaine. L'objectif de ce dialogue : créer des conditions favorables à des élections crédibles, mais aussi régler toutes les questions faisant l'objet de divergences entre les parties. Troisième décision qui concerne les élections : pas de référence au calendrier annoncé par le gouvernement, la date des élections doit être fixée par consensus entre les parties et dans l'esprit du report déjà demandé par la communauté est-africaine. Le conseil de paix et de sécurité annonce également l'envoi de trois types de missions. La première composée d'observateurs des droits de l'homme, la deuxième visant à surveiller le processus de désarmement des milices, à savoir des experts et des militaires. Et la troisième ne se rendra au Burundi que si les conditions sont réunies pour des élections crédibles : il s'agit d'une mission d'observation électorale censée permettre l'Union africaine de décider ou non de reconnaître les résultats sortis des urnes. Et pour s'assurer de la mise en œuvre de ces décisions, une délégation ministérielle avec la participation de la commission devrait se rendre la première semaine de juillet au Burundi. Une délégation est-africaine à Bujumbura. En attendant, comme promis, une délégation de ministres des Affaires étrangères de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est est arrivée à Bujumbura pour une visite d'évaluation de la mise en application des résolutions adoptées par le sommet de Dar es-Salaam fin mai. Des ministres des Affaires étrangères, celui de Tanzanie et celui d'Ouganda, étaient déjà arrivés à Bujumbura dimanche soir, selon des sources diplomatiques. Mais personne n'était en mesure de dire si leurs collègues rwandaise et kenyane, qui se trouvaient toujours en Afrique du Sud, allaient les rejoindre plus tard, d'autant que le ministre burundais des Relations extérieures refusait de communiquer la moindre information sur cette visite. A l'agenda de la délégation de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est, une rencontre avec le président Pierre Nkurunziza bien sûr. Mais dès ce lundi matin, ils vont avoir un premier entretien avec l'opposition politique burundaise, en pointe dans la contestation du troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Qu'attend-elle de cette visite ? « Que la délégation constate que le gouvernement a refusé le dialogue pré-né par le sommet de Dar es-Salaam, a ignoré dans tous ses aspects les recommandations du sommet de Dar es-Salaam, et que les ministres reviennent et donnent un rapport aux chefs d'Etat qui devraient se réunir en urgence pour cette fois-ci décider de mesures contraignantes contre le président Nkurunziza, pour lui dire non à ce forçage électoral », explique un des porte-parole de l'opposition, Jérôme Minar Alain Aimé Nyamitwe, le ministre burundais des Affaires étrangères se dit serein : « Je n'ai pas de crainte parce que la communauté des Etats de l'Afrique de l'Est est notre communauté. Je ne pourrais pas faire de spéculation. On va dire déjà, mais le plus important est que le gouvernement reste ouvert à les écouter, à travailler avec eux. » Craint-il pas une demande de nouveau report ? « Je n'ai pas cette crainte, affirme-t-il. Dans tous les cas, ce que je veux est que quoi qu'il arrive, toute recommandation qui viendra de ces ministres devra être validée par le chef de l'Etat. Les chefs d'Etat de la région devraient se retrouver une nouvelle fois au chevet du Burundi dans deux semaines, soit après le 29 juin, la date fixée unilatéralement par le pouvoir burundais pour les communales et les législatives. Mais avec les résolutions adoptées par le conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, l'opposition vient en tout cas de retrouver du poil de la bête. Elle espère que les pays de la région ne pourront pas faire fi de ces résolutions et attend beaucoup de la visite qui démarre ce lundi.